Mardi 13 juin 1978 – No 907

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Chaque jour en page 7 :

Un mois de reportage en Chine
Des journalistes racontent ...

Aujourd'hui :

Visite à la brigade de Guan

Après l'expulsion des grévistes de Renault-Cléon

REPRISE... DE LA GREVE

C'est à deux heures du matin, samedi, que le gouvernement a fait ce qu'il n'avait pas osé à Cléon depuis 20 ans, même pas en 1968 : près d'un millier de CRS, découpant le grillage de l'usine, investissaient les ateliers et en expulsaient les grévistes qui les occupaient.

La direction préférait pourtant ne pas les laisser trop ouvertement exhibés et les regroupait plus discrètement aux abords des bâtiments administratifs. Malgré l'appel à « *reprendre le travail normalement* », rien n'était encore normal à Cléon lundi aux premières heures de la matinée. La veille, 20 % seulement des travailleurs de l'équipe du soir se présentaient à leur poste, 50 % de ceux de l'équipe du matin, moins encore pour l'équipe de jour. A chaque rentrée les discussions allaient bon train devant les portes.

A 8 h, trois heures avant la manifestation de protestion convoquée à Rouen, le mot d'ordre fuse : « *On manifeste dans l'usine !* »

La manifestation se forme, démarre et enfile tous les ateliers, l'un après l'autre. Et là, c'est la double surprise : les grévistes apparaissent beaucoup plus nombreux que lorsqu'ils étaient dispersés devant les grilles : 2 500 à 3 000 gars manifestent, sans compter ceux qui sont restés devant la porte, mais surtout, l'usine est pratiquement vide.

La presque totalité des chaines sont arrêtées et rares sont les ouvriers qui ont repris. La situation désormais est claire. La grève est largement majoritaire et l'ambiance s'en ressent : les cris succèdent aux chants. C'est l'Internationale qu'on entend le plus mais aussi : « *CRS, hors de l'usine !* » « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* » « *Camarades, avec nous !* » en direction de ceux qui ont repris et les sifflets fusent envers les cadres « *trop payés ! feignants !* » artisans de la reprise.

La combativité et le moral sont au beau fixe : malgré les flics, la grève est dans l'usine, et largement majoritaire.

Les gars de Cléon aussi mobilisés que la semaine dernière. (photo HR)

Tout au long des deux jours, se sont succédées des dizaines de groupes artistiques français et immigrés. Tous, parfois venus de loin, ont participé bénévolement à l'animation de ces deux jours, pour soutenir la lutte des résidents des foyers Sonacotra.

Tous les groupes étaient constitués d'artistes amateurs, certains expérimentés, d'autres de création récente, comme ces ouvriers qui chantent des chants palestiniens ou encore un groupe théâtral qui s'est constitué avec des jeunes immigrés de Nanterre. (Photo commission culturelle du Comité de coordination). *(voir page 8)*

Plusieurs milliers de personnes à la fête de la rencontre Français-Immigrés à Chelles

La solidarité, la joie et l'unité étaient au rendez-vous à la fête de la rencontre Français et immigrés samedi et dimanche derniers à Chelles.

Les tentatives de sabotade de la fête de la part des responsables du PCF au conseil municipal et les provocations des fascistes du Front national, dont les affiches et bombages ont été immédiatement recouverts ou arrachés, n'ont pu empêcher le succès de ces deux jours.

La volonté d'oser lutter et de compter sur ses propres forces mises en pratique au cours de la grève des loyers qui dure depuis plus de 3 ans dans les foyers Sonacotra s'est concrétisée tout au long de ces deux jours.

Dans des salles décorées de banderoles rédigées en huit langues appellant à l'unité des travailleurs Français et immigrés l'ambiance était à la distraction, imprégnée de la volonté de poursuivre la lutte.

Tous les chants, spectacles, et danses reflétaient la grande combativité, et les capacités artistiques des travailleurs unis contre le capitalisme et l'impérialisme.

Toutes les interventions et matériel de propagande du Comité de coordination, des foyers ADEF, des ouvriers de Duroi-Jacquet, du foyer Fondary, du foyer de l'Yser et les messages de solidarité soulignaient la nécessité de renforcer l'unité de la classe ouvrière sans laquelle les luttes à la Sonacotra comme chez Renault ou Boussac ne sauraient triompher du patronat et gouvernement Giscard-Barre.

Sans s'unir, la classe ouvrière agirait comme le maçon qui voudrait construire une maison de briques sans ciment, ou avec quelques briques seulement. Sans la solidarité des luttes, le patronat et le pouvoir resteraient les plus forts.

Sans renforcer son unité, la classe ouvrière ne saurait sortir de l'impasse où l'ont conduite les dirigeants du PCF et du PS, ni progresser dans la voie du renversement définitif du régime capitaliste. Voilà ce que tous exprimaient par leurs chants, sketches et danses à la fête de Chelles.

Au moment de se quitter l'émotion serrait les cœurs - dimanche soir, mais nous nous retrouverons demain pour riposter aux nouvelles décisions de Stoléru qui a décidé l'augmentation des loyers dans les foyers de travailleurs immigrés et a promis l'expulsion de France des grévistes. Nous nous retrouverons aussi l'année prochaine pour une autre fête, plus belle encore, à la mesure des progrès que tous sont déterminés à accomplir sur la voie de l'unité.

• ONU

La Roumanie présente un programme de désarmement qui met en cause les deux superpuissances

Le ministère des Affaires étrangères de Roumanie, M. Manesco, a présenté jeudi à l'Assemblée générale de l'ONU un programme de désarmement en dix points qui comporte notamment une série de mesures immédiatement applicables.

Le ministre roumain propose notamment que les dépenses, les effectifs militaires et les armements de tous les États soient gelés à leur niveau de 1978, puis qu'on opère une réduction de ces dépenses de 10 à 15 % d'ici 1985. Les économies réalisées seraient affectées à des programmes de développement pacifique.

M. Manesco demande en outre l'établissement de zones démilitarisées de quinze à vingt kilomètres de part et d'autre de toutes les frontières nationales.

En vue d'un « *désengagement militaire en Europe* », la Roumanie propose la réduction de 10 à 15 % d'ici 1985 des effectifs et armements stationnés sur le territoire d'autres pays, le démantèlement des bases militaires puis le retrait de toutes les forces et installations militaires à l'étranger. Des négociations devraient s'ouvrir pour l'abolition de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Le plan roumain prévoit aussi une série de mesures progressives en vue du désarmement nucléaire total, l'élimination des armes chimiques, biologiques, radiologiques et de la bombe à neutrons ainsi que la création de zones de paix et de coopération internationale, libres d'armes nucléaires, notamment dans les Balkans.

Quant à la conférence de Genève, elle devrait, selon le plan roumain, être modifiée, notamment par l'élimination du système de la co-présidence américano-soviétique.

Ce plan, qui correspond en de nombreux points à celui présenté par le représentant chinois, va à l'encontre de toute la politique menée par les deux superpuissances, l'URSS et les USA : un désarmement effectif et non fictif par de belles paroles, le retrait de toutes forces militaires à l'étranger, la suppression de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, enfin la remise en cause de la direction par les superpuissances d'une conférence du désarmement où leur place devrait plutôt être aux bancs des accusés.

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE
«Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances »
Documents des revues « Aydinlik » et « Halkin Sesi »
Prix 5 F
Passez vos commandes à l'APN-Éditions
BP 279 - 75886 - Paris - Cédex 18

La lutte des pays du tiers-monde contre l'impérialisme

Ce qu'a fait le Zaïre (1)

Évelyne LE GUEN

Bien souvent, on entend dire, à propos des pays d'Afrique que les gouvernements en place ne sont que des fantoches de l'impérialisme. Ainsi, depuis le temps où l'Afrique toute entière était réduite à l'état de colonie, rien n'aurait changé.

S'il est vrai que les pays du tiers monde, et en particulier d'Afrique, sont encore dépendants d'une manière ou d'une autre à l'impérialisme, il faut voir l'évolution en cours.

Pour montrer cette évolution, nous prendrons un exemple particulier qui a le mérite d'être d'actualité, celui du Zaïre.

UN PEU D'HISTOIRE

Le Zaïre est colonisé par la Belgique dès la fin du 19e siècle ; l'impérialisme belge en tire de grands profits avec l'exploitation des mines de cuivre qui constituent la très grande richesse du pays. Après des années de lutte du peuple zaïrois, le pays accède à l'indépendance en 1960. Au pouvoir, le nationaliste Lumumba. L'impérialisme belge, touché dans ses intérêts, fomente la sécession du Katanga (Shaba).

Pendant plus d'un an, le pouvoir sera aux mains de Tshombé et des gendarmes katangais pour le compte de Bruxelles.

En novembre 1965, à la suite d'une coup d'État, Mobutu prend le pouvoir, Tshombé part en exil. Pour l'impérialisme belge, c'est un rude échec. A partir de cette date, les contradictions ne cesseront de s'aiguiser entre l'impérialisme belge et l'ancienne colonie.

UNE PREMIERE CONFRONTATION

Peu après l'arrivée au pouvoir de Mobutu, une loi appelée Bakajika (du nom de député) est promulguée posant le principe que les richesses du sol et sous-sol du pays appartiennent à l'État. Jusqu'à présent, les sociétés privées (sociétés belges notamment) possédaient des terres qui leur étaient concédées de droit et à perpétuité.

L'Union minière, monopole belge qui exploitait les mines de cuivre du Shaba, disposait en propre d'un territoire impressionnant. Du fait de la nouvelle loi, les sociétés sont désormais contraintes de demander au gouvernement zaïrois le droit de détenir des terres pour un temps limité. Pour les sociétés, ce manque de garantie constitue une gêne. Le gouvernement belge réagit alors sans attendre.

Durant toute l'année 1966, les relations entre les deux pays se détériorent, à tel point qu'en juin, le gouvernement belge décide de rappeler tous ses coopérants. A la suite de cela, le gouvernement zaïrois prend la décision d'accroître le nombre de coopérants qu'il recrute lui-même, au dépens des coopérants qui sont sous la dépendance du ministère de la Coopération belge.

POUR UN CONTROLE DES RICHESSES

En novembre de la même année, nouveau coup de théâtre. Le gouvernement zaïrois décide de transformer les sociétés étrangères en sociétés de droit zaïrois. Ceci entraine le transfert du siège social au Zaïre, la soumission à la loi zaïroise, des impôts plus importants, etc. Par ailleurs, le gouvernement exige des entreprises que des Zaïrois soient promus au rang de direction. Le but de ces mesures est d'avoir un droit de regard et de contrôle sur tout ce qui se passe dans le pays.

La majeure partie des entreprises l'ont fait, l'Union minière a, quant à elle, refusé. Ce monopole appelé un « État dans l'État », veut garder tous ses privilèges, le droit d'avoir son aviation, son aéroport, d'agir comme il l'entend.

LA CRISE S'APPROFONDIT

Cette fois, la crise opposant l'impérialisme belge au gouvernement zaïrois est profonde. Mobutu mobilise réellement les masses contre l'Union minière. C'est l'épreuve de force. C'est aussi l'époque où une violente campagne raciste contre l'ancienne colonie se déchaine en Belgique.

Le 31 décembre 1966, expiration du délai dont disposaient les entreprises pour mettre en vigueur la loi. Devant le refus de l'Union minière, Mobutu déclare par une ordonnance-loi que cette société devient de facto un société de droit zaïrois et nomme aussitôt un certain nombre de cadres à la tête de l'Union minière. En fait, cette ordonnance-loi revenait à une quasi-nationalisation.

(A suivre)

• Montpellier

200 personnes à une soirée d'amitié avec le Kampuchéa

Lutte contre l'analphabétisme

La soirée organisée à Montpellier le lundi 5 juin par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique a été un succès.

Ce sont plus de 200 personnes qui ont visionné le dernier film du Kampuchea démocratique intitulé « Actualité du Kampuchea démocratique ». Alors que se déchaîne une campagne de propagande mensongère sur le Kampuchea démocratique, nous avons pu voir le vrai visage de ce pays. Des visages souriants d'hommes et de femmes et d'enfants qui s'éduquent et travaillent à la construction du nouveau Kampuchea. Le développement de l'agriculture et de l'industrie..., succès qui n'ont pu être obtenus que grâce à la juste et clairvoyante direction du Parti communiste du Kampuchea.

L'agression du Vietnam contre le Kampuchea a été largement commentée dans le discours introductif. Au cours du débat, de nombreuses questions ont été posées. Le CISKD (Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique) a lu à cette occasion un message de soutien.

C'est avec beaucoup de détails concrets et une grande persuasion que les patriotes présents ont répondu à tous les auditeurs. Plus de 200 personnes à cette soirée à peine deux à trois mois après la création du CISKD et le travail du Comité des patriotes de Montpellier, c'est bien la preuve que toute la campagne de mensonges de la grande presse ne peut cacher la vérité : le Kampuchea avance sur la bonne route.

• URSS-Japon

L'URSS a lancé d'importantes manœuvres terrestres et maritimes sur une île située au sud de l'archipel des Kouriles, revendiqué par le Japon. C'est la première fois que des manœuvres d'une telle importance se produisent.

Le Japon a protesté et exigé la cessation immédiate des exercices de tir dans ces îles situées à 160 km du Japon.

Ces manœuvres se produisent au moment où le gouvernement japonais se déclare prêt à reprendre les négociations pour un travail de paix avec la Chine.

Cette intimidation de la part de l'URSS risque de se retourner contre elle, et de provoquer au contraire une accélération des négociations sino-japonaises ; aboutissant à un traité que Moscou voit d'un très mauvais œil.

• Sud-Yemen

Des informations en provenance du Koweit indiquent que le gouvernement du Sud-Yémen aurait l'intention de se détourner de l'URSS pour se rapprocher des pays arabes voisins comme l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman.

Il aurait également décidé de retirer ses troupes stationnées en Éthiopie, utilisées par l'URSS contre le peuple érythréen. Cette nouvelle, si elle se confirme, est d'une grande importance : ce serait un échec pour l'URSS qui espère tenir entre ses mains toute cette région stratégique.

• Chili

Les parents de Chiliens disparus ont cessé leur grève de la faim mercredi en donnant un délai de trente jours au gouvernement pour leur donner des nouvelles sur le sort des disparus.

L'Association des parents des disparus a expliqué que si un terme était mis à la grève de la faim commencée le 22 mai, c'est en raison de la promesse faite par le gouvernement à l'Église de donner des nouvelles aux parents des disparus.

Si Pinochet n'a pas exécuté son engagement au bout de trente jours, la grève reprendra.

CORSE

Giscard n'a rien réglé

Accueilli de plus en plus froidement au fur et à mesure de sa visite, Giscard d'Estaing n'a rien réglé au cours de son voyage en Corse. ni le problème politique ni les problèmes économiques.

Comme il fallait s'y attendre, les problèmes restent entiers, même les promesses sont trompeuses.

LA QUESTION NATIONALE

Giscard à bien entendu parlé de tout sauf de la question nationale corse. Le gouvernement français base toute sa politique en Corse sur le refus de prendre en compte que la Corse est une nation. Cela lui permet d'assurer sa mainmise sur l'île, à tous les niveaux.

Mêmes les timides demandes de régionalisation, bien en-dessous des aspirations des patriotes corses, des militants indépendantistes ou séparatistes ont été refusées : « Il n'y a pas de problème de la Corse, il y a des problèmes en Corse ».

La réponse de la population fut nette. A chaque visite de Giscard, les Corses se sont déplacés moins nombreux pour aller le voir. Les consignes de l'UPC (l'Union du peuple corse – autonomiste)ont été suivies : l'UPC avait demandé aux Corses d'ignorer la visite de Giscard. Siméoni, son leader pouvait déclarer : « Je suis d'abord frappé par la faible participation aux divers rendez-vous fixés par le président de la République ».

La visite du chef de l'État français a aussi été marquée par une série d'attentats que les condamnations lancés contre les militants du FLNC (Front de libération nationale corse – indépendantiste) sont loin d'avoir fait cesser.

Enfin, même les directions syndicales CGT, CFDT et FEN avec les élus du PCF se sont sentis obligés d'aller manifester. Il y a quelques temps encore, les dirigeants du PCF se retrouvaient à côté des notables bonapartistes pour manifester leur volonté d'unité avec la France. Désavoués, ils ont tenté un changement de tactique. Leur manifestation n'a réuni que quelques centaines de personnes.

LES MESURES ÉCONOMIQUES

Giscard a fait beaucoup de tapage autour des mesures économiques qu'il entend prendre pour sauver l'économie de l'île. Outre le fait que certaines d'entre elles sont des confirmations de mesures déjà planifiées mais jamais mises en pratique, les autres vont dans le sens de la même politique. Rien, au niveau industriel. Ce qui veut dire que le gouvernement français continuera de laisser l'industrie corse mourir après avoir pillé ce qui l'intéressait.

Au niveau agricole, l'État avait donné d'énormes parcelles de terre à des anciens colons d'Algérie poussant à la faillite les paysans corses. Aujourd'hui, il annonce que les terres de ceux des colons qui ont fait faillite seront vendus à de jeunes agriculteurs. Mais le prix est trop élevé pour que des jeunes puissent accéder à la propriété de ces quelques milliers d'hectares.

Enfin, Giscard souhaite voir se développer en Corse l'artisanat, qui est, par excellence, un mode de production archaïque sous le capitalisme.

LE PILLAGE

Tout cela est dans la logique du capitalisme. Notre pays est dirigé aujourd'hui par quelques grosses banques, quelques gros trusts qui exploitent toute richesse en France avec l'aide de l'État. De même, ils exploitent des nations comme la Corse, dont ils pillent les richesses pour leur profit.

• Quatre militantes du PCF critiquent sévèrement dans «Le Monde» la politique sur les femmes de la direction

«Quelle déception!»

Quatre militantes du PCF viennent de publier dans « Le Monde » un texte collectif. Elles critiquent la politique de la direction du parti en ce qui concerne la condition féminine. Adressé en premier à « l'Humanité », ce texte n'a jamais été publié. Devant ce refus, les signataires ont décidé de l'adresser au journal « le Monde » où il a été publié dans le numéro des dimanche et lundi 11 et 12 juin.

Nous reviendrons sur ce texte dont aujourd'hui nous ne faisons que publier des extraits. Tout d'abord, citant le rapport de Marchais au Comité central d'avril dernier où l'activité du PCF est appréciée en ce qui concerne les femmes comme *« une contribution bien plus considérable à la libération des femmes que mille discours de ceux qui voudraient nous donner des leçons en la matière »* ; le texte poursuit : *« En tant que femmes communistes, nous avons cherché dans ce rapport des éléments d'analyse qui pourraient favoriser cet enrichissement. Quelle déception ! »*

Il indique que *« les actions du parti pour la défense de leur dignité (des femmes), de leur droit à l'égalité, pour l'évolution des mœurs et des mentalités retardataires sont plus qu'insuffisantes. Que propose le parti dans ce domaine ? Discours, pétitions, sessions du Comité central... qui ne suffisent pas pour mettre en cause et éliminer les mentalités rétrogrades ».*

« Pour la période récente, poursuivent les signataires, nous avons lu quelques articles dans notre presse concernant le viol, et Gisèle Moreau est allée au procès d'Aix-en-Provence... Mais le parti a-t-il favorisé la mobilisation contre la violence sexuelle sous toutes ses formes... ? ».

Évoquant deux rassemblements à la Mutualité qui concernaient les femmes, le texte indique que *« l'information avait été, une fois de plus, très discrète ».*

L'une de ces réunions avait permis des discussions entre femmes communistes et non-communistes. *« C'était une ouverture et nous en attendions beaucoup. Pas un mot dans « L'Humanité ».*

La critique se poursuit sur la façon dont ont été traitées, par les dirigeants, celles qui les premières se sont battues pour la contraception, l'avortement, contre le viol. Elles étaient considérées *« soit comme des donneuses de leçons, soit réduites à de maigres cohortes de femmes patentées. N'oublions pas que Georges Marchais, dans un discours aux femmes à Saint-Ouen, associe dans ses critiques Gisèle Halimi et le gouvernement. On se souviendra ici, poursuivent les signataires, de la ferme opposition au contrôle des naissances du projet de loi présenté par le PCF en 1956. L'argument démographique invoqué, dans la proposition de loi sur l'avortement et l'interruption de grossesse a été repris en 1973 en terme d'intérêt national »* (et non en considération de la condition des femmes – NDLR).

« Il est souvent question de la "promotion" de la femme. Mais que veut dire promouvoir ? Ce terme véhicule une forte charge paternaliste ». A propos des commissions femmes qui se sont créées dans le parti, le texte indique : *« Les femmes qui ont pris ces tâches à cœur dans ces commissions sont souvent vite découragées. Interdictions multiples ou indifférence de la part des instances dirigeantes, indifférence ou hostilité des hommes... ».*

Pour finir, citons un dernier extrait qui a son importance : *« Qu'est devenue la pratique offensive du PCF qui faisait que les communistes présentaient, dès 1925, des femmes aux élections municipales à Malakoff et à Villejuif, alors qu'elles n'étaient encore ni électrices ni éligibles ? ».*

Cette lettre revêt une importance particulière. Critiquant concrètement la direction du PCF sur la question fondamentale et révélatrice de la condition de la femme, elle montre que la prise de conscience des militantes et militants du vieux parti continue à se développer après l'échec de la politique de la direction.

De nouveau, un texte public de militants du PCF

Des militantes du PCF viennent de rendre public un texte, que nous présentons par ailleurs. La question est à nouveau de savoir, si les dirigeants du PCF vont accepter le débat sur le fond où s'ils vont se contenter de grandes déclarations sur le fait que le PCF est le parti qui travaille le plus à la libération de la femme en affirmant que la ligne du XXIIe congrès reste valable, un point c'est tout.

Les dirigeants du PCF tentent de s'en sortir en argumentant toujours et exclusivement sur la forme. Tout texte publié à l'extérieur de leurs rangs n'est jugé que d'une seule manière : violation du centralisme démocratique.

Ce qui est violation du centralisme démocratique de leur part, c'est qu'ils esquivent systématiquement les débats de fond. Ils ont par exemple calomnié des trois cents signataires qui ont lancé la première pétition en essayant de les caractériser péjorativement « d'intellectuels ». Toujours dans le but de briser tout débat.

Or, outre le fait qu'être intellectuel n'a rien de péjoratif, il y a parmi ces trois cents signataires des militants très anciens comme Henri Cohen de Marseille, emprisonné pour campagne antiguerre du RIF avec Gabriel Péri. Il avait d'ailleurs adhéré aux Jeunesses communistes à Marseille en 1923-1924 en même temps que G.Péri.

Jean Bruhat, très vieil adhérent, historien de la CGT et de la Commune de Paris. Il défendit de justes points de vue au moment de la rupture soviéto-chinoise, sans aller toutefois jusqu'à quitter le PCF comme d'autres le firent.

Des journalistes comme Lucien Puciarelli et Robert Dubrou. Le premier est fils d'une famille d'antifascistes italiens. Le second, ancien FFI.

Le docteur Lucien Tichadou, ancien lieutenant FTP. Le docteur Clerc, ancien colonel-médecin en AOF (ex-Afrique occidentale française) qui fit cause commune avec les populations noires.

Bien sûr, il n'y a pas dans cette liste que des militants au passé glorieux. Mais que des militants qui ont près de 50 ou 55 ans de parti et sont anciens résistants en arrivent à donner leur signature à une déclaration publique, doit-on dire que ce sont des « serviteurs de la bourgeoisie » ou des militants qui ont fait la preuve de leur fidélité au PCF pendant des décennies et cherchent aujourd'hui à sortir de l'impasse dans laquelle les ont enfermés les dirigeants de leur parti ?

Plus les choses avancent, plus il est clair que non seulement la contestation interne ne tarira pas au sein du PCF, mais qu'encore la direction actuelle ne peut répondre au débat de fond engagé sans devoir revenir sur sa ligne politique. Ce qu'elle se refusera toujours à faire. Il n'y a pas d'issue au sein du PCF pour les militants contestataires qui veulent continuer à défendre leurs idées et leurs questions.

6e Congrès du Syndicat CGT des cheminots de Rouen

Nous avons reçu du syndicat des cheminots CGT de Rouen diverses motions adoptées lors de son 6e congrès, sur les interventions françaises en Afrique, sur la lutte des travailleurs sous l'uniforme (à propos d'une revendication exprimée dans le contingent sous forme de pétition et concernant la gratuité des transports et un repos hebdomadaire de 48 heures). Voici le texte d'une motion concernant la répression en URSS et en Tchécoslovaquie.

A la suite des récentes prises de position de la CGT au sein de la FSM, les camarades aujourd'hui présents au 6e congrès du syndicat des cheminots de Rouen tiennent à affirmer leur attachement aux droits imprescriptibles des travailleurs à s'organiser pour défendre leurs intérêts de classe, indépendamment de tout parti, État ou gouvernement, y compris dans les pays qui se réclament du socialisme.

Nous souhaitons que la reconnaissance et la défense de ce droit soient effectives de la part de l'ensemble du mouvement syndical mondial.

A cet égard, il exige la libération immédiate de Vladimir Khlebanov et de tous les travailleurs réprimés et incarcérés à la suite de l'initiative de création d'un syndicat pour la défense des droits des travailleurs d'URSS. De même, nous ne saurons admettre les licenciements politiques, cautionnés par les syndicats tchécoslovaques, qui frappent ceux qui ont signé ou simplement refusé de dénoncer la Charte 77.

Les camarades présents au 6e congrès du syndicat CGT des cheminots de Rouen souhaitent la mobilisation la plus large et la plus unitaire du mouvement ouvrier et démocratique pour une action continue de défense des droits de toutes celles, de tous ceux qui, quelque part dans le monde où que ce soit, luttent pour le progrès social, la liberté ou la paix.

Rouen, le 24 mai 1978

• Rennes, le 8 juin

1200 ouvriéres de la SPLI dans la rue

SPLI : 1 200 ouvrières dans la rue à Rennes jeudi ! Des centaines d'ouvrières venues de Fougères, Saint-Brice (quatre cars), Ploërmel, Chateaugiron et Rennes étaient là pour dire non aux licenciements au préfet de région qui organisait une réunion avec tous les « responsables » économiques de la région. Leur réunion n'a évidemment rien apporté et, après un pique-nique organisé devant la préfecture, on repartait vers les cars en manifestation.

Cette manifestation de 1 200 ouvrières était impressionnante. On a descendu au coude à coude jusqu'à la gare en scandant des mots d'ordre contre le chômage et le capitalisme. De larges banderoles CGT et CFDT expliquaient que les ouvrières n'étaient pas décidées à se laisser faire. L'une d'elles reprend les initiales de la SPLI : *« Solidaires, nous vaincrons. Puissantes nous serons, Liberté nous gagnerons, Illégalité nous abolirons ».*

Cette manifestation a permis de souder l'unité entre les ouvrières de cinq boites séparées par la distance et des organisations syndicales différentes. Déjà, des manifestations ont eu lieu lundi et mardi à Saint-Brice, Rennes, Chateaugiron avec, à chaque fois, la quasi-totalité des ouvrières.

Déjà Rennes, depuis le 2, et Chateaugiron, depuis le 5, sont occupés avec un solide tour de garde la nuit, malgré les problèmes que ça pose avec les enfants ou le mari. Une crèche est envisagée. Déjà des sections syndicales, comme celles de la CGCT, présentes à la manifestation, ont apporté leur soutien.

Comme le dit un tract CGT de la SPLI-Rennes : *« Plus grande sera l'unité autour des ouvrières de la SPLI, plus nos revendications pour le maintien de l'emploi auront des chances d'aboutir. Le capitalisme et leurs larbins veulent nous écraser, nous leur montrerons que nous ne baissons pas la tête ! Pour nous, ouvrières de la SPLI, la lutte continue ».*

Seule ombre au tableau, les dirigeants du PCF distribuaient un tract surtout destiné à taper sur le PS ou à dénoncer *« le gouvernement et le patronat qui, pour servir les intérêts des sociétés capitalistes internationales, bradent des pans entiers de l'économie »*, alors que c'est le système capitaliste qui est directement responsable. Avec une « bonne gestion » de gauche, ce serait pareil.

Comme le dit encore le tract de la section CGT : *« Ainsi, pour avoir trop produit et de façon totalement anarchique, et parce qu'il ne peut pas en être autrement dans ce système capitaliste, nous voilà sans travail ».*

Voilà comment la section CGT répond indirectement au PCF.

Vive la lutte des ouvrières de la SPLI !
Vive la lutte des cinq usines et de tous les travailleurs de la région !

• Rennes-ZUP-SUD

Soutien total à l'action des habitants et de l'association des 1 et 2, square des Hautes-ourmes, contre les expulsions

Au mois de février, l'Office départemental HLM décide l'expulsion d'une famille des Haute Ourmes dans la Zup-Sud.

Comme disent les militants de l'association des 1 et 2 Square des Hautes Ourmes dans leur tract :

« Les motifs d'expulsion peuvent être multiples : cela peut aller du non-paiement du loyer pendant plusieurs mois à un problème de relations entre locataires.

C'est ce dernier motif qui est à l'origine de la décision d'expulsion de la famille ... pour la fin juin 1978.

Qu'il y ait eu des problèmes entre l'un des fils de la famille et les locataires ce c'est pas nous qui dirons le contraire : mais faut-il que l'ensemble de la famille qui compte encore des enfants jeunes se retrouve à la rue pour autant.

Car les HLM (Office municipal et départemental en accord tous les deux là-dessus) n'ont proposé aucune **solution de relogement**.

« Qu'est-ce que l'association des 1 et 2 Square des Hautes Ourmes ? »

C'est une association qui s'est créée en mai 1976 et qui regroupe des habitants des deux tours des Hautes-Ourmes.

Ses objectifs sont :

– De se battre sur les problèmes de logement.
- **lutte contre les impôts locaux.**
- **lutte contre les expulsions.**
- **lutte contre les dégradations.**

– D'organiser une vie de quartier :
- **Fêtes.**
- **Bourse aux vêtements.**
- **Excursions.**

Certains diront : oui mais la famille... est dans son tort !

Pourquoi irions-nous appuyer les HLM qui peuvent avoir intérêt à nous diviser.

Pour nous, association des 1 et 2 Square des Hautes Ourmes, il n'y a pas de bonne et de mauvaise expulsion : il n'y a que des familles, pour la plupart ouvrières, qui ont d'énormes problèmes matériels en particulier pour se défendre contre l'Office des HLM... »

Les habitants et leur association sont décidés et déterminés *à lutter jusqu'au bout* pour obtenir le relogement immédiat de la famille.

Ils ont déjà entrepris plusieurs actions :

– Distribution d'un tract pour informer et populariser leur action.

– Intervention à une réunion publique du Conseil municipal de Rennes (mairie de gauche – maire : PS) pour demander un relogement dans les HLM municipaux.

Mais pour l'instant, ils n'ont eu aucune proposition de relogement ...

Face à cela, ils sont déterminés à retourner voir le maire et le responsable de l'Office départemental des HLM et sont prêts à mettre tous les moyens en œuvre pour empêcher l'expulsion au cas où aucune proposition ne serait faite.

La cellule François Marty du PCMLF soutient la lutte des habitants des Hautes Ourmes et s'engage à populariser et à soutenir leur lutte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications :

Relogement immédiat de la famille !

Non aux expulsions !

Un militante de l'HR

MEETING
Dimanche 18 juin de 16 à 23 h
Salle de la Halle aux Sucres
Rue des Archives – Vieux-Lille (Lille)

Montage-diapos et débats sur la Chine et Mai 1968
Exposition – Stands
Nouveau spectacle de la Chorale
« La Lyre des travailleurs »
Intervention
des communistes marxistes-léninistes de France
– Livres, buffet, garderie –
A partir de 20 h 30 : soirée dansante

• Flins

86 licenciements annoncés

Le syndicat CFDT-Renault de Flins a annoncé vendredi soir dans un communiqué que la direction de la Régie Renault a *« engagé une procédure de licenciement à l'encontre de plusieurs dizaines de travailleurs des presses »*. Officieusement, on parle de 86.

La direction de Renault-Flins se borne à déclarer que *« plusieurs dizaines de salariés ont reçu des lettres les convoquant pour lundi et mardi prochains. Il s'agit* affirme-t-elle avec un beau cynisme, *« d'expliquer à ces travailleurs qu'ils ont commis des actes qui sont autant d'entraves à la liberté du travail. Nous leur donnerons des délais légaux, faute de quoi ils seront licenciés ».*

Quant à Ceyrac, patron du CNPF, il estime qu'on a un peu « exagéré en essayant d'alarmer le pays à propos du conflit de Renault » dont les travailleurs sont, d'après lui, somme tout « des gens heureux ».

Des actes et des propos qui vont encore renforcer la colère qui gronde dans les ateliers.

• Berre-l'étang (Bouches-du-Rhône)

Grève à Format-Reinier

C'est une entreprise qui compte 2 500 ouvriers en France, répartis en plusieurs agences. On en compte neuf différentes sur la région.

L'agence H. Reinier de Berre est spécialisée dans le ramassage des ordures ménagères et le nettoyage industriel. Les ouvriers travaillant au ramassage des ordures, devant la dégradation de leurs conditions de travail (plusieurs villes à faire : Marignane, Vitrolles, St-Chamas. Tournées très longues : neuf à douze heures par jour. Obligation de travailler les jours fériés) se mettaient en grève le mardi 6 juin.

Leurs revendications : un camion supplémentaire. Par solidarité, les autres ouvriers se mettaient en grève ainsi qu'une bonne partie de la maitrise. Ce sont 120 ouvriers qui mettaient en place un piquet de grève de jour et de nuit. Ils posaient des revendications plus générales :

– Paiement des jours de grève.

– Révision de l'indice de la Tapac.

– Allégement des tournées (un camion supplémentaire).

– Contre la réduction des équipes : augmentation de la prime de vacances (ils ont obtenu 120 F de mieux, ce qui porte la prime à 250 F) ; augmentation de diverses primes.

Jusqu'à présent, la direction n'a rien voulu savoir sur le principal. Les ouvriers ont décidé la grève illimitée jusqu'à ce qu'ils aient satisfaction.

Correspondant HR
après discussion avec
les grévistes.

• Vosges

Décidés à travailler dans leur vallée

Reportage à Nicolas Caimant occupé

Xoulces est un hameau ou plutôt un petit village dans une vallée encaissée, rattaché à Cornimont. A Cornimont comme dans beaucoup d'autres endroits des Vosges, on y vit du textile ou de ses dérivés (habillement, confection). A Cornimont, en un an, 766 emplois ont été supprimés (certains y ont inclus les Caimant, croyant qu'ils accepteraient leur sort).

La principale entreprise H. GP (Héritiers de Georges Perrin) a supprimé 50 emplois. Après Nicolas Caimant, c'est Didier (Travaux publics) qui a déposé le bilan, puis lundi 5, quand nous arrivions à Moyenmoutier, c'est Chague (textile) qui déposait le sien, jetant 250 personnes à la rue.

Nicolas Caimant, dans la vallée, c'était encore début janvier 158 employés dont 52 % de travailleurs immigrés et 50 à 60 femmes. Cette entreprise avait été créée en 1830.

On y fabriquait depuis quelques années de la toile plastique et il y avait un petit atelier de confection. Le patron de l'entreprise est, ou plutôt était, le PDG de « La Liberté de l'Est », un des deux quotidiens régionaux avec « L'Est républicain ».

Le 7 janvier 1978, un samedi, c'est la mise en liquidation. 158 ouvriers sont licenciés. Le 9 janvier, l'occupation est décidée et organisée en moins de deux heures car les Nicolas Caimant s'attendaient à cela depuis longtemps.

UNE SITUATION PAS CLAIRE

Depuis plusieurs années, le drame couvait. En 1973, l'usine employait près de 300 personnes. Fin septembre 1977, 93 licenciements étaient annoncés et refusés par les travailleurs. La CFDT de l'usine proposait un contre-plan.

Depuis deux ans, un plan d'occupation-usine (POU) avait été préparé, ce qui a permis d'occuper rapidement.

LA LUTTE

Le 14 janvier, soit moins de huit jours après le début de l'occupation, une manifestation était organisée à Cornimont, réunissant 500 personnes, ce qui est considérable pour cette vallée. Depuis le début de l'occupation et de la lutte, près de 40 000 tracts ont été diffusés à la population.

Début février 1978, le préfet recevait le paquet de lettres de licenciements de la main des grévistes, enveloppé dans un beau ruban bleu-blanc-rouge. On l'emmena ensuite à la boite où il fut invité à signer le livre d'or de soutien aux grévistes. Une opération rideaux baissés a été organisée par les commerçants après que ceux-ci aient été consultés un par un.

Le 11 février, 85 travailleurs se rendaient en bus voir les Lip auprès desquels ils ont beaucoup appris. Trois semaines plus tard, 70 d'entre eux se rendaient chez les Schlumpf visiter le fameux musée des voitures. Un rallye-ski fut organisé en février et FR3 vint le filmer, ce qui élargit leur lutte.

Les activités de lutte furent organisées. On a ouvert un atelier de menuiserie et de mécanique, ce qui permit de vendre des objets et de faire rentrer de l'argent. Des ventes de stocks de tissus sont organisées tous les jours et les gens du voisinage et de la région viennent assez nombreux.

Des journées « portes ouvertes » ont été organisées. Un premier succès a été obtenu par la réouverture d'un atelier de confection, mais cela n'est qu'un début car c'est tout le monde qui a droit au travail.

RESTER MOBILISÉS

Un des problèmes est la mobilisation des travailleurs et de la population. Il ne se passe pas une semaine sans qu'il y ait quelque chose car si rien ne se fait, les gens ont vite l'impression que l'affaire est réglée et que tout va bien. La mobilisation est collective. Il y a trois assemblées générales par semaine. La section CFDT est très liée aux travailleurs et compte vingt militants actifs. Les travailleurs peuvent être mobilisés très rapidement. La section CFDT dirige la lutte et impulse le débat chez les travailleurs. Au bout du compte, après cinq mois de lutte, ils sont encore plus de 100 dans la bagarre.

Cette mobilisation, cet esprit collectif, cette volonté de lutte montrent qu'il est possible de se battre dans les petites usines, même si cela n'est pas facile.

Nicolas Caimant, ce sont des travailleurs décidés, coûte que coûte, à vivre, travailler et lutter dans leur vallée.

Yves LEPIC et Bernard NOVION

LE NUMÉRO 16 DE PROLÉTARIAT EST PARU

SOMMAIRE DU No 16

ÉDITORIAL – Les résultats des élections et la lutte contre le révisionnisme. Jacques JURQUET . . . . . page 3
FRONT PAYSAN – Éleveurs intégrés, la firme Wessafic au banc des accusés. Michel DOURAT . . . . . page 8
– Contribution à l'analyse des classes à la campagne. (Enquête dans un canton de l'ouest de la France). Lucien NOUVEAU . . . . . page 11
ANALYSE ÉCONOMIQUE – La crise dans la construction navale. Par des camarades de St-Nazaire . . . . . page 21
130e ANNIVERSAIRE DU «MANIFESTE » – « Ils n'étaient qu'une poignée et ils sont allés de l'avant ». Discours de Fernand LEFEBVRE au meeting de Bruxelles (extraits) . . . . page 32
– Discours de Jacques JURQUET (texte intégral) . . . . . page 36
DOCUMENTS DU IIIe CONGRES DU PCMLF
– Salut aux partis frères . . . . . page 2
– Communiqué . . . . . page 39
– Rapport politique . . . . . page 40
- Situation internationale . . . . . page 43
- La situation en France et les tâches du parti . . . . . page 55
– Un seul parti marxiste-léniniste en 1978 . . . . . page 75
– Résolution sur la pensée-maotsétoung page 78
INDONÉSIE – « L'ordre nouveau » chancelle ! Pierre DUQUESNE . . . . . page 80
– Document : déclaration du PKI . . . . page 85
FRONT CULTUREL : John HEARTFIELD, photomonteur communiste Thierry DUFRENNE . . . . . page 87
NOTES DE LECTURE – Le groupe Octobre de Michel Fauré – Marxisme et Algérie de René Gallissot – Communisme et nationalisme en Algérie d'Emmanuel Sivan – Combat-musique – Miliciennes des îles de Li Jou-tsing – Histoire de la Chine moderne des Éditions du peuple de Changhaï . . . . . page 90

ABONNEZ-VOUS, PASSEZ VOS COMMANDES
A L'ADRESSE SUIVANTE
PROLÉTARIAT
Revue théorique et politique
BP 320
13213 Marseille Cedex 1
CCP : 2130 89 H Marseille
Tél : 16 (91) 90 97 07

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :
L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (*« L'État et la révolution »* de Lénine, etc.): Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre *«Dix syndicalistes en Chine »* ou *« Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 »* écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .

Nos lecteurs qui désirent connaitre le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

DEUX NOUVEAUTÉS AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE

E.100 – Collection « Petite bibliothèque chinoise » :

URSS : LA DÉGÉNÉRESCENCE
Du socialisme au social-impérialisme

Ce texte traduit du chinois par les Éditions du Centenaire est un exposé simple, vivant et bien argumenté de l'évolution de l'Union Soviétique, ces 25 dernières années.

Il constitue un matériel de référence indispensable pour comprendre et expliquer la nature du social-impérialisme soviétique aujourd'hui.

190 pages – 15,50 F plus port : 3 F

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGERES DE PÉKIN:

LES QUESTIONS DU LÉNINISME
J.. STALINE

Contient 28 écrits, discours et rapports,
dont : – Les principes du léninisme
– Les questions du léninisme
– De la déviation de droite dans le Parti communiste (bolchévik) d'Union soviétique
– Questions de la politique agraire en URSS
– Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique.

980 pages – 11, F 80 plus port : 6 F

Pour les deux titres groupés, participation aux frais de port : 6 F.
Ces deux ouvrages sont en vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance aux :
ÉDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe de Girard
75010 – PARIS (tél : 202-87-05)

Informations générales

LE GOUVERNEMENT PART EN GUERRE CONTRE LES RADIOS-LIBRES

Par Henri MAZEREAU.

Mercredi, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi du gouvernement sur la protection du monopole de la radiodiffusion.

Ce projet annonce que « *toute personne qui aura diffusé une émission de radiodiffusion ou de télévision sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 à 100 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement* ».

Ce projet purement répressif vise en fait les radios libres dont le développement inquiète fortement le gouvernement, malgré la faible audience dont ces radios peuvent encore se prévaloir.

UNE RÉALITÉ DÉJA ANCIENNE

La défense du monopole, c'est en réalité de la foutaise. La meilleure preuve, c'est que les giscardiens eux-mêmes ont été, avant les élections, de chauds partisans des radios qui émettaient hors monopole, hors du contrôle de l'État. La perspective de la victoire de la gauche les avait incités, quelques mois avant les élections, à mettre sur pied leur propre radio, « Radio Fil bleu », à Montpellier, une radio tout ce qu'il y a de privée.

Le projet devait permettre aux giscardiens d'échapper au monopole, et donc au contrôle de la gauche en cas d'élection de celle-ci, et d'avoir leur propre radio.

Mais, les élections une fois gagnées et la mainmise sur la radio et la télé conservée, le projet d'une radio privée giscardienne n'avait plus de raison d'être puisque ces messieurs peuvent disposer à leur guise, ou presque, de la radio d'État. On peut donc dire que le gouvernement giscardien n'a pas à se prévaloir de principes en ce qui concerne le monopole que ses propres partisans ont été les premiers à tourner.

D'autre part, il y a belle lurette que le monopole est bafoué. Par exemple, si les radios périphériques ont bien installé leurs antennes en territoire étranger, tout le reste (direction, administration, rédaction) est installé depuis toujours à Paris. L'une d'elles, « Radio Monte-Carlo », a même reçu l'autorisation d'installer son antenne en territoire français. De plus, « Radio Monte-Carlo » est sous contrôle majoritaire de l'État par l'intermédiaire de la Sofirad. L'État lui-même viole donc son propre monopole.

Or, cette violation n'avait jusqu'à présent gêné personne. Par contre, ce qui inquiète beaucoup plus le pouvoir, ce sont les radios libres. Non pas parce qu'elles violent le monopole, mais parce qu'elles échappent à son contrôle, parce qu'elles peuvent permettre de diffuser une autre information que l'information officielle, gouvernementale. Jusqu'à présent, il n'existait aucune loi sanctionnant des radios émettant hors du cadre du monopole. « Radio Fil bleu », la radio privée giscardienne, avait bien été poursuivie en justice par « Télédiffusion de France », mais le tribunal de Montpellier avait relaxé ses animateurs. Pour empêcher le développement des radios libres, le gouvernement a donc recouru à une loi répressive.

L'HYPOCRISIE DU POUVOIR

Les arguments utilisés par le gouvernement et le rapporteur du projet constituent un monument d'hypocrisie. Péricard, rapporteur du projet, n'a-t-il pas déclaré : « *Supprimer le monopole de l'État reviendrait à lui substituer d'autres monopoles, ceux des plus forts, c'est-à-dire le monopole de l'argent, des partis politiques ou celui des plus irresponsables ou des plus acharnés à détruire notre société, celui aussi de la médiocrité* ».

Le secrétaire d'État, Lecat, a, lui, déclaré que les radios libres ouvriraient toutes les voies, y compris celles du mercantilisme et du charlatanisme. Or, le monopole n'est-il pas celui, précisément, des plus forts, des plus riches, des partis au pouvoir, c'est-à-dire des partis de Péricard et Lecat eux-mêmes ? Le mercantilisme n'a-t-il pas fait largement son trou par le biais de la publicité, par exemple ?

La véritable raison de la déclaration de guerre aux radios libres, c'est la peur du pouvoir de voir se développer des radios qui soutiennent des luttes révolutionnaires, comme c'est le cas pour « Radio 93 ».

TOUS LES PARTIS PARLEMENTAIRES AU SECOURS DU MONOPOLE DE L'ÉTAT

Si l'on peut voir dans ce cas précis les limites du libéralisme de Giscard, on peut aussi juger les professions de foi démocratiques de tout ce qui se dit de gauche. Le PCF, lui non plus, ne veut pas des radios libres pour les mêmes raisons que le gouvernement.

- Il défend mordicus le monopole dont il use largement, il faut le dire. Par contre, il est favorable au développement des radios municipales sous le contrôle de l'État.

Étant à la tête de nombreuses municipalités, par ce biais, le PCF pourrait ainsi disposer, en fait, de ses propres radios. Ce projet rejoint entièrement celui du gouvernement qui souhaite aménager le monopole par la création de radios locales sous le contrôle de l'État.

Quant au PS, on ne sait pas trop ce qu'il veut. Il a trempé dans un projet de radio privée qu'il aurait contrôlée. Il est possible qu'il engage une procédure contre le projet gouvernemental. Le projet de radios locales ne devrait pas lui déplaire. La CFDT, elle, a nettement condamné les radios libres qui, d'après elle, peuvent ouvrir la porte à des intérêts financiers.

On le voit donc, l'unité règne pour l'essentiel contre les radios libres. La bataille est engagée désormais sur le terrain non plus parlementaire, mais pour ainsi dire dans l'action, l'information.

Pour notre part, nous sommes favorables au développement des radios soutenant les travailleurs en lutte, à des radios du peuple.

Radio soleil, en train d'émettre à Montpellier.

Marée noire

Témoignage

Ce que touchent les appelés

Les appelés reçoivent une indemnité de 34,56 F par jour travaillé (non perçue en cas de détente ou permission, de séjour à l'hôpital...). Il s'agit d'une indemnité *civile*. Elle s'ajoute donc à la solde des appelés ; en moyenne, pour 18 jours de présence sur les côtes, soit 14-15 jours de travail, cela fait environ 500 F. Le mois où la présence en Bretagne a lieu, les appelés concernés touchent donc 750 F en gros.

Il en va tout différemment pour les engagés et militaires de carrière ; outre leur solde, ils perçoivent la même indemnité civile que les appelés, mais s'y ajoutent des indemnités *militaires* de déplacement et de service en campagne. En 15 jours, pour un sergent engagé originaire de la région parisienne, elles dépassent 1 000 F.

Sans mettre en cause le témoignage paru dans le quotidien du 30 mai, il faut préciser que la toxicité du pétrole est bien moindre à l'heure actuelle qu'au départ, peu de temps après la catastrophe. Cette toxicité provenait en grande partie du benzène et de dérivés benzéniques contenus dans le pétrole ; ils se sont en grande partie volatilisés aujourd'hui. D'autre part, les conditions de travail imposées ne sont pas trop rudes. Des pauses régulières sont autant consacrées au bronzage qu'au nettoyage (les revendications à mettre en avant doivent donc porter essentiellement sur la paye).

Pour les cadres (jusqu'au lieutenant, les capitaines étant plus soucieux d'une apparence de travail ou d'un travail effectif, suivant les cas), il s'agit, pour une bonne part, de se saouler la gueule, de se livrer à tout un tas de petits trafics (vol de cirées, gants, bottes...) et de draguer les filles.

Pour les appelés, c'est vite le ras-le-bol, compte tenu de l'inefficacité du plan Polmar (matériel, etc.) et du « je-m'en-foutisme » des gradés (méthodes de travail débiles) : leur travail est parfaitement inutile tel qu'on leur fait faire.

Plan Polmar : toujours l'inefficacité

Aujourd'hui, le gros du pétrole est retiré... dans les endroits où doivent venir les touristes (mais d'autres zones importantes, pour la pêche par exemple, sont négligées, comme les Sept Iles où de gros amas subsistent et reprendront, tôt ou tard, le chemin des côtes). Il a été rassemblé à la raclette, mis dans des poubelles, versé dans des fosses, pompé...

Il s'agit en fait aujourd'hui de faire du nettoyage en petit, en détail. Pour cela, il faut du dispersant – paraît-il reconnu par l'institut technique des Pêches –. Il est du reste appelé dispersant « écologique » et fabriqué par Fina ! Les pétroliers, on n'en sort pas ! Il coûte environ 10 F le litre, est dilué (pour le diluer il faut un litre de dispersant pour 40 litres d'eau).

Ce dispersant a pour but de décoller le pétrole qui reste. A noter qu'une citerne de 4 000 litres est vidée en 10 minutes, ce qui coûte pour le dispersant seul... 1 000 F ; si l'on considère qu'il y a une dizaine de citernes vidées par jour et par chantier, cela fait en gros par jour une dépense de 1 000 fois 10 fois 100 chantiers, ce qui revient à 1 000 000 de nouveaux francs. Fina s'engraisse !

Mais d'une part, il arrive que le dispersant soit « oublié » ou que les pompiers en aient marre d'attendre ou que les citernes d'eau douce ne suivent pas... Le plan Polmar, c'est vraiment du bidon !

Mais d'autre part, les galets et les rochers sont nettoyés à la lance ; le pétrole se décolle... et coule avec le mélange eau plus dispersant jusqu'à la mer ; il est alors ramené à la première marée, car le dispersant n'a pas suffisamment le temps d'agir et semble inefficace mélangé à l'eau de mer. Pourtant, il n'est pas difficile d'imaginer d'autres méthodes...

Tout ça, en fait, pour donner l'illusion que « tout est fait » pour la Bretagne, pour masquer les responsabilités, redorer le blason de *toute* l'armée.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Visite à la brigade de Guan

Un paysan de la commune populaire.

Par Jean NESTOR

Dans la province du Setchouan, nous avons visité la brigade de production du district de Guan dont nous allons parler aujourd'hui. Chaleureusement accueillis par le secrétaire de brigade, toute la population du village nous attendait. Ces paysans chinois qui n'avaient jamais vu d'Européens savaient que nous étions des journalistes de l'Humanité rouge, journal des communistes marxistes-léninistes de France. C'est pourquoi ils nous ont témoigné une telle fraternité.

Nous leur avons d'abord demandé de donner un aperçu de la brigade.

« 1 900 mous* de terres cultivées, 1 480 personnes, 1 300 porcs. Il y a cinquante vaches pour la culture dont chacune permet avec l'engrais de cultiver 50 mous de terre. Il y a un gros tracteur et trois petits... Notre production est plus élevée que la moyenne du district et en 1977, il y a eu 18 % d'augmentation de la production par rapport à 1976 : un million quatre cent soixante mille tchins (une tchin égale un demi-kilo) de céréales. Cela fait bien plus qu'en 1976 et nous avons pu donner 700 000 tchins à l'État l'année dernière. Chaque membre de la brigade reçoit 572 tchins de céréales par an sans compter les récoltes des parcelles individuelles. Il reste 150 000 tchins de réserve pour la brigade. En 1976, cela a représenté 150 yuans de revenu annuel par personne... En 1977, 170 yuans en moyenne.

Des habitants de la commune populaire de Guan.

Quels sont les projets de mécanisation ?

D'ici 1980, chacune des neuf équipes de production doit avoir un petit tracteur ce qui permettra de mécaniser à 70 %. Pour le district, on a une usine de production d'engrais chimiques.

Y a-t-il des cadres du district qui travaillent à la production dans la brigade ?

Oui, même le secrétaire du district travaille souvent ici. Ce matin (montrant le secrétaire), il travaillait et a quitté son travail dans les champs pour vous recevoir.

Quels sont les points faibles de la brigade à surmonter pour atteindre les objectifs de 1985 ?

Le rendement par mou de terre en céréales n'est pas tellement élevé et n'a pas atteint 500 kg par mou dans la commune, l'aménagement des terres n'est pas encore bien réalisé mais le problème-clé c'est celui de la mécanisation. Pour progresser nous devons critiquer en profondeur les idées répandues par la « bande des Quatre ».

Comment ont agi les partisans de la « bande des Quatre », au niveau de la brigade ?

Il n'y a pas eu de partisans mais seulement des membres de la brigade influencés. Ils ont qualifié les cadres de la brigade de *« démocrates engagés dans la voie capitaliste »*. (S'animant alors très nettement, le camarade a continué : ils ont qualifié le secrétaire de *« responsable engagé dans la voie capitaliste »*, lui qui, avant la Libération était un paysan salarié, la couche la plus pauvre de la campagne chinoise, et n'était donc pas un paysan riche.

On l'a qualifié de *« fonctionnaire »*, alors qu'il travaille toute la journée aux champs et fait les réunions le soir. Comme il voulait travailler de manière à élever le rendement et s'inspirer de Tatchaï, les gens influencés par les Quatre ont dit qu'il suivait une ligne révisionniste. Il a été qualifié de contre-révolutionnaire.

Le secrétaire de la brigade qui suivait la discussion avec une émotion visible et avait bouilli encore une fois, visiblement, au souvenir des épithètes de *« responsable engagé dans la voie capitaliste »* mais aussi de *« fonctionnaire »* n'a pu alors s'empêcher d'exploser : *« Ce que je fais, c'est pour servir le peuple ; je travaille tout le temps. Etre contre-révolutionnaire c'est bien autre chose »*. Le camarade a continué.

Dans chaque équipe il y avait des paysans riches qui voulaient retrouver le régime social perdu, et auxquels les gens influencés par les Quatre voulaient faire plaisir. Et ils étaient appuyés par en haut.

Quels exemples avez-vous ici des gens influencés d'accord avec les paysans riches et les propriétaires fonciers ?

Il y a un mauvais élément d'avant la Libération qui travaille dans la brigade. Pendant les mouvements révolutionnaires déclenchés par notre parti, il a toujours attaqué la politique du parti. Or, à cette période, il a réussi à usurper le pouvoir dans une équipe de production et s'en vantait : *« Après la Libération, j'ai toujours été critiqué, mais maintenant je suis chef d'équipe de production »*. Il a distribué tous les fonds d'accumulation collective et disait qu'il fallait *« tout manger »*.

Il y avait un comptable de la brigade qui a fait partie du comité révolutionnaire et a falsifié des comptes pour gagner plus d'argent. Il y a eu aussi un élément des gens du Kuomintang qui a usurpé le pouvoir et fait du marché noir. Après l'écrasement de la bande des Quatre, ils ont été critiqués en réunion et on a pu remettre à l'honneur les bonnes méthodes de travail. Pour le blé, on va augmenter cette année de cinquante tonnes. S'ils reviennent dans un mois, les camarades français ne pourront pas s'asseoir dans la grange parce qu'elle sera pleine de blé.

Ainsi s'est conclue cette discussion à bâtons rompus avec les paysans de la brigade de Guan. Certes, nous n'avons pas eu réponse à toutes nos questions et il nous restait bien des choses à approfondir, notamment les rapports entre les gens influencés par la « bande des Quatre » et les paysans riches. Mais et cela étonnera peut-être, les récits et les explications de ces paysans en sandale ou pieds nus pour certains nous en ont fait plus comprendre sur la lutte contre la « bande des Quatre » à la campagne que les textes théoriques que nous avions lus jusque là. Ou du moins, ils nous ont permis d'en toucher toute la portée. A les entendre, à les voir s'indigner, à constater leur enthousiasme et leur volonté de servir le peuple, il n'y avait pas de doute pour chacun d'entre nous : c'est bien une politique contraire aux intérêts des paysans pauvres, de l'immense majorité du peuple chinois qui avait été battue.

*Un mou égale 1/15 d'hectare.

La délégation de l'« Humanité rouge » reçue par les habitants.

L'expulsion à Cléon

Cléon-Samedi matin

C'est vers minuit et demi que nous sommes prévenus qu'un car est sorti de la caserne de Saint-Aignan, d'autres sont stationnés à Louviers. Ce coup-là, c'est le bon. Toute la nervosité qui avait prévalu ces dernières nuits tombe parmi les 150 qui occupent.

Que vont faire les flics ? On range tout le matériel, le sacs de couchage, tout ce qui, depuis quinze jours, était la vie quotidienne. On lance l'Internationale, reprise, ainsi que de nombreux mots d'ordre. On se regroupe, réveillant les endormis. Prés du feu, quelques gars continuent à faire cuire le lapin de garenne qu'ils viennent tout juste de capturer.

Vers deux heures vingt, les gars qui étaient à P2 arrivent en courant : *« Les voilà »*. Aussitôt aprés, c'est dans le parking que ça se passe. D'abord, une landroover et des motards, suivis d'une longue file de cars, feux clignotants dans la nuit, qui viennent se garer juste devant la porte où l'on est. On en comptera 47 en tout. Un coup de téléphone, ce sont les gars de la porte du fond.

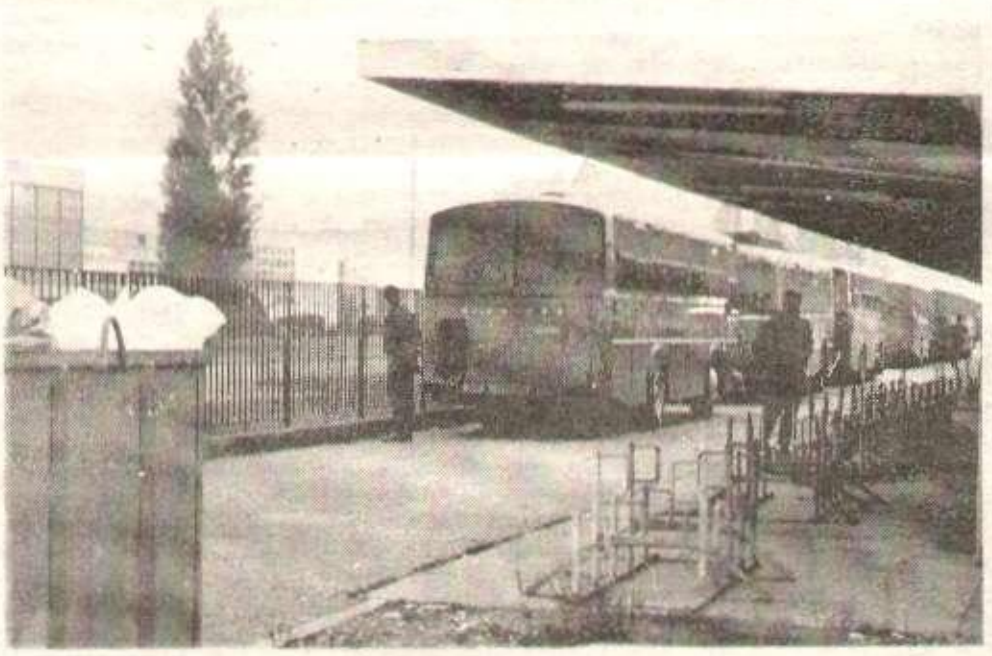
Ils n'ont eu droit, eux, qu'à 30 cars. Les flics descendent devant nous, les CRS les gendarmes mobiles, et les policiers de ville, environ 200, armés de pied en cap, fusil à l'épaule. Il en reste plus d'un millier dans les cars. Ils se placent juste devant la porte, puis un gradé s'approche, un officier de police judiciaire probablement. Il vient ordonner d'évacuer. Pas question de recevoir d'ordre des flics. Si la direction veut faire évacuer, qu'elle vienne le dire elle-même. Le flic transmet, pendant ce temps, on palabre : *« Avez-vous l'intention de cogner ? Pas si tout se passe bien »*. En tout, cela dure environ une demi-heure. Puis enfin, la direction se présente. On décide de sortir. C'est en manifestation qu'on le fait, banderoles en tête et aux cris de *« A bas la répression »*, *« Ce n'est qu'un début, continuons le combat »*; et au chant de l'Internationale.

A peine sommes-nous partis que sous la protection des flics, des voitures entrent dans l'usine : ce sont les nouveaux occupants, les cadres et la maîtrise. D'autres arriveront vers autre heures sous les huées. Brassards jaunes marqués Renault au bras, ils s'installent aux portes et réoccupent l'usine, les fours et la centrale en premier lieu.

Pour nous maintenant, il s'agit de discuter de la riposte. A 5 h du matin, le premier tract sort. Il appelle au rassemblement de l'après-midi. Il est signé des deux syndicats. C'est pratiquement la première fois depuis quinze jours de lutte.

Samedi, 5 heures dans un café d'Elbœuf

C'est de l'évacuation que l'on parle au comptoir du premier café ouvert prés de Cléon. Les gens qui viennent tout juste de se lever et qui ont appris l'intervention des flics par la radio commentent l'événement. Tout le monde ne soutenait pas l'occupation, mais personne n'approuve l'occupation policiére. Chacun raconte ses propres souvenirs : *« Moi dans ma boite... »*, *« c'est comme en 68... »*. Un ouvrier qui arrive de Cléon décrit les flics : *« Oh, les sales gueules qu'ils ont. Des vraies morues ! »* *« Ils sont là immobiles, les bras croisés, et avec les fusils et tout... »* Chacun boit son café et son calva. On va se reposer un peu. On se retrouvera à 10 h pour la distribution de tracts.



A la porte 9

A la porte 9, près de la fonderie, pas question là, de discuter. Ce sont des CRS que l'on a en face de soi. « Des barbeaux », comme disent les gars. Il en arrive de partout. Il faut dire qu'on n'est pas loin de la centrale, le cœur de l'usine. Il faut donc sortir et vite fait. Un ouvrier porte un drapeau rouge : *« Donne-moi ça »* crie un flic en le lui arrachant. Les flics avancent menaçants.

Plusieurs milliers de personnes à la fête de la rencontre Français et Immigrés de Chelles

Le très bon niveau artistique a fréquemment soulevé l'enthousiasme de l'assistance, entrainant même sur la piste bon nombre de spectateurs pour un bal improvisé samedi soir. Ce sont en permanence 800 à 1 000 personnes qui assistaient à la fête, avec samedi une plus forte proportion de travailleurs immigrés des foyers venus en car de la région parisienne, mais aussi de Metz, Strasbourg et Colmar ; dimanche après-midi, beaucoup plus de Français, de jeunes et des familles de la région de Chelles sont venus faire un tour à la fête. (Photo Commission culturelle du Comité de coordination).

Une fête entièrement préparée et organisée par des travailleurs, ouvriers en majorité, voilà qui n'est pas coutume et a constitué un véritable événement pour Chelles et la région. La distribution des repas, un couscous géant, a donné lieu à quelques embouteillages, vite surmontés dans la bonne humeur.

Le succès de l'organisation sur l'ensemble de la fête a permis, par une mobilisation exceptionnelle d'énergies pour le repas, le service d'ordre, la crèche, l'infirmerie, l'accueil des résidents des foyers Sonacotra, des comités de soutien, de la direction et des animateurs du Centre culturel, de l'Union locale CFDT de Chelles. Un plein succès donc qui a renforcé les liens et la confiance de tous les participants dans les capacités de la classe ouvrière à s'unir, à prendre ses affaires en main. (Photo Commission culturelle du Comité de coordination).

DIX-SEPTIEME NAVIRE PRIS EN INFRACTION AU LARGE D'OUESSANT : Un navire minéralier battant pavillon libérien, le « World courage » a été arraisonné samedi matin par un remorqueur de la marine à la suite d'une infraction à la réglementation aux abords d'Ouessant.

C'est le 17e navire surpris en infraction au large de la Bretagne depuis la catastrophe de l'Amoco Cadiz et la modification des couloirs de circulation dans ce secteur.

Il est vrai que beaucoup d'armateurs préfèrent que leurs bateaux continuent à naviguer sans respecter les règles étant donné la faiblesse des peines qu'ils encourent et le bénéfice qu'ils trouvent à raccourcir la route des bateaux, au risque d'accidents et de marée noire.

INDES : L'intervention de puissances étrangères en Afrique est responsable des troubles qui se sont produits au Zaïre et en d'autres régions du continent africain, a déclaré samedi à San Francisco le Premier ministre indien, Morarji Desai.

« Le spectre de cette intervention plane sur de nombreuses régions d'Afrique mais nous avons toujours maintenu qu'il appartient aux pays africains eux-mêmes de résoudre ces problèmes par la négociation », a déclaré M. Desai devant une réunion du « Conseil des Affaires mondiales ».

Le Premier ministre indien a par ailleurs affirmé que son pays continuerait de refuser d'adhérer au pacte de non-prolifération des armes nucléaires tant que les États-Unis et l'Union soviétique n'auraient pas pris des mesures pour détruire leurs arsenaux nucléaires. Le programme nucléaire indien, a-t-il précisé, est à des fins pacifiques et *« aucun pays ne peut s'y opposer »*.

600 personnes à la fête de l'Humanité rouge et du Quotidien du peuple

C'est par un succès que s'est clôturée la fête de « L'Humanité rouge » et du « Quotidien du peuple », organisé dans le magnifique cadre du parc de Valabre à Gardanne. En effet ce sont environ 600 personnes qui ont participé tout au long de la journée aux divers débats et forums, aux multiples discussions qui se sont déroulées autour des nombreux stands, ont écouté les chorales et les groupes musicaux.

On notait en particulier la présence d'un certain nombre de militants du PCF. Au cours du meeting où sont intervenus des travailleurs des différentes entreprises : un travailleur immigré, un petit paysan, et un ouvrier agricole, le camarade Joël Perret qui prenait la parole au nom du PCR(ml) et du PCMLF a dénoncé avec vigueur la politique antiouvrière et antipopulaire du pouvoir, tiré les leçons de l'échec de l'Union de la gauche et salué les travailleurs en lutte notamment ceux de Renault.

Et c'est longuement applaudi qu'il a terminé son intervention en soulignant les progrès de l'unification des marxistes-léninistes vers un parti marxiste-léniniste unique et leur volonté commune d'unité.

Volonté commune d'unité, c'est bien l'impression qu'on avait au cours de cette fête qui s'est déroulée dans une ambiance de sérieux et d'entrain et s'est terminée par un bal trés animé.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978